



MARCHE MONDIALE POUR LE CLIMAT
samedi 8 décembre à 14:30 place VERDUN TARBES

Dans le contexte de la COP24, qui se tiendra à KATOWICE, en POLOGNE, du 2 au 14 décembre, le Collectif Hautes-Pyrénées de la Coalition Climat 21 rappelle au pouvoir politique l'urgence de s'engager dans des mesures fortes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de protection de la biodiversité. En effet, après 3 ans de stabilité relative, les émissions sont reparties à la hausse en 2017 en FRANCE comme dans le monde entier, réduisant nos chances de rester au plus près de l'objectif d'un réchauffement fixé à 1,5°C, autrement dit bien en-deça de la barre fatidique des 2°C prévu par les accords de Paris. Le temps n'est plus à la tergiversation. C'est pourquoi notre Collectif s'associe à l'appel international d'une Marche Mondiale pour le Climat. À TARBES, celle-ci prendra la forme d'un défilé qui partira samedi 8 décembre à 14:30 de la place VERDUN pour se rendre place MARCADIEU.

Cet appel à rejoindre le mouvement du 8 décembre pour le climat coïncide avec un mouvement de contestations sociales multiformes qui grondent un peu partout sur l'ensemble du territoire. Pour le Collectif Hautes-Pyrénées de la Coalition Climat 21, la logique financière qui préside depuis des années aux politiques publiques en est à la source. En effet, elle entre en contradiction avec la politique de réduction des gaz à effet de serre telle qu'elle est mise en œuvre, aggravant les inégalités, généralisant le ressenti de ces mesures comme une punition fiscale supplémentaire qui de surcroît n'est que partiellement reversée aux actions en faveur de l'écologie. Ainsi, sous couvert d'une politique conforme aux accords de PARIS de lutte contre le réchauffement climatique, il s'avère que les décisions prises par le gouvernement accentuent l'injustice sociale déjà bien présente dans le pays.

Pour le Collectif Hautes-Pyrénées de la Coalition Climat, la lutte contre le réchauffement climatique et pour la sauvegarde de la biodiversité ne peut réussir que si elle diminue le poids des inégalités et répond à une indispensable justice climatique. C'est donc une autre logique que les politiques publiques doivent déployer pour associer justice sociale et urgence climatique: financer la transition énergétique à hauteur des enjeux, en particulier sur ses volets habitats et transport, production et distribution, dans l'objectif non seulement de diminuer le recours aux énergies fossiles mais aussi de créer des emplois de proximité correctement rémunérés, s'inscrivant dans un plan national de santé publique, et offrant une protection sociale de haute qualité; renforcer et rapprocher les services publics pour accompagner le bien vivre ensemble; relocaliser l'activité économique; mettre fin à la compétitivité entre territoires et libérer tout le potentiel de transition et d'innovation écologiques contenu dans le monde rural.